

RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET ÉCONOMIQUE

Déficit d'implication institutionnelle et privée, manque de visibilité...

Le développement de la recherche scientifique, dans les sciences économiques notamment, souffre d'un déficit en matière d'implication institutionnelle et des entreprises privées, outre le manque de visibilité à l'international.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Dans le cadre de la préparation de la troisième loi de programmation quinquennale (2013-2017), la Direction de la recherche scientifique et du développement technologique (DGRSDT), relevant du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (MERS), organise, depuis hier et aujourd'hui, à l'hôtel Safir-Mazafran (Zéralda), des assises sur la recherche en économie et management.

L'occasion, sous l'égide du Centre de recherche en économie appliquée au développement (Cread) et en présence de chercheurs et universitaires, de dresser l'état des lieux de la discipline et définir des axes de recherche prioritaire.

Un bilan qui s'avère mitigé, comme le directeur de la programmation de la recherche, de l'évaluation et de la prospective auprès de la DGRSDT l'a explicité hier, lors de l'ouverture des travaux.

Certes, la mise en œuvre de la seconde loi de programmation quinquennale (2009-2012) est déjà concrétisée et des efforts sont déployés en termes d'organisation, de financement, d'appui juridique et de développement infrastructurel. Dans ce cadre, plusieurs programmes nationaux de recherche ont été lancés, les publications scientifiques et spécialisées sont nombreuses et les conditions favorables à la recherche existent dans nombre d'universités et établissements. Néanmoins, l'implication institutionnelle et la participation des ministères dits stratégiques dans la mise en place des comités sectoriels permanents et prévus par la loi reste insuffisante, voire peu efficiente et ne tient pas compte des priorités socioéconomiques réelles, laisse entendre Mokhtar Sellami.

Comme le représentant du MERS relève qu'il n'y a pas eu de création de nouveaux centres de recherches depuis les années 1980, en attendant que les centres et laboratoires de recherche programmés soient opérationnels.

En outre, Mokhtar Sellami relève l'insuffisance du système national de données on-line ainsi que l'absence de visibilité, dans la mesure où plusieurs chercheurs nationaux ne travaillent pas à l'international. Dans cet ordre d'idées, le directeur du Cread et chercheur, Yacine Ferfera, estime que le potentiel humain et les moyens de développer la recherche existent mais exigent davantage

d'efforts en termes de mobilisation des ressources et de vision stratégique. Mais c'est dans le domaine des sciences économiques où le développement de la recherche reste contraint. D'autant que les données en matière de recherche économique et sociale ne sont pas assez visibles on-line.

Mais aussi dans la mesure où seulement 114 projets de recherche ont été approuvés sur 258 soumis. Ce qui soulève la capacité des chercheurs à transcender le cadre pédagogique de leurs travaux mais aussi, comme le relève le professeur et chercheur associé au Cread, Slimane Bedrani, la capacité à «produire des projets de recherche valables».

Et dans ce contexte, le directeur de recherche au Cread, Hammouda Nacer Eddine, relève que le partenariat chercheur-institution est davantage entre les personnes qu'entre les institutions. Voire, l'implication des

entreprises privées dans ce domaine reste encore insuffisante, très faible par rapport à celles des entreprises publiques, banques (publiques essentiellement), administrations et démembrements institutionnels.

Ainsi, pour les 258 projets soumis, seulement 10 partenariats ont été engagés avec des entreprises privées, tandis que le nombre de partenariats engagés avec les entreprises et institutions publiques dépasse les 120.

Outre le fait que les travaux de recherche concernent davantage les thèmes classiques de la PME et du management et manquent notamment de structuration disciplinaire, selon le professeur Mohamed Chérif Belmihoub. Et ce, au-delà des autres aspects soulevés par les chercheurs et universitaires Hamid Kherbachi et Ahmed Bouyacoub lors des débats et des problématiques abordées hier et aujourd'hui en ateliers.

C. B.

12^e SALON INTERNATIONAL DE L'ÉLEVAGE, DE L'AGROALIMENTAIRE ET DE L'AGROÉQUIPEMENT

Sous le sceau de la valorisation du produit agricole local

Créer une synergie fertile entre le secteur de la production agricole et celui de l'agroalimentaire en passant par l'agroindustrie, voilà le slogan de la 12^e édition du Salon international de l'élevage, de l'agroalimentaire et de l'agroéquipement qui se tiendra du 18 au 21 mai prochain au Palais des expositions, Pins-Maritimes à Alger.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - La manifestation qui doit son existence à des compétences nationales, s'est faite, au fil des éditions, une réputation internationale qui la place parmi les plus importantes de la région subméditerranéenne, voire à l'échelle mondiale au vu des 380 participants venant de 25 pays attendus à l'édition de cette année. C'est en ces termes que s'est enorgueilli M. Amine Bensemmane, président de la fondation Filaha, organisatrice du salon, lors d'une conférence de presse tenue

ce dimanche. Pour le conférencier, la production agricole nationale doit être valorisée et c'est là un défi à relever au seul bénéfice du consommateur, affirmant dans ce sillage que les portes du Sipsa de cette année s'ouvrent sur le secteur de l'agroalimentaire. Une démarche, dira encore M. Bensemmane, qui s'inscrit en droite ligne «du processus de modernisation des exploitations agricoles, de valorisation des produits issus de l'agriculture et leur exportation qui constituent les axes

du programme du renouveau de l'économie agricole et rurale». Pour ce faire, il faudra créer, poursuivra encore l'orateur, «une synergie fertile entre le secteur de la production agricole et celui de l'agroalimentaire en passant par l'agroindustrie», ce qui constitue, d'ailleurs, le slogan de cette 12^e édition.

Comment ? «Les industriels se doivent de sécuriser leurs approvisionnements aux activités de transformation des produits agricoles et se procurer localement la matière première en quantité et en qualité et ne plus recourir à terme à l'importation», expliquera M. Bensemmane pour qui, en agissant de la sorte, les agriculteurs auront créé en amont des débouchés suffisants pour dynamiser leur production». Ce qui, selon lui, sécurisera l'agriculteur et l'in-

dustriel au seul et unique bénéfice d'une «disponibilité d'un produit de qualité et à un meilleur prix». Lors de cette manifestation qui verra l'organisation de quatre forums interprofessionnels (ceux de la filière lait, de la filière avicole, de la filière viande et, enfin, de la filière de l'aquaculture). Il s'agira aussi, de mettre en valeur le produit algérien qui doit, selon M. Bensemmane, «repandre sa place dans le contexte international». Cette 12^e édition du Sipsa à laquelle il est attendu la visite de 18 000 personnes dont notamment des professionnels, se tiendra sous le haut patronage du ministre de l'Agriculture et du Développement rural en partenariat avec la Chambre nationale de l'agriculture, le FCE, Algex et l'Onilev.

M. K.

APICULTURE

Un forum méditerranéen en Algérie

Plus de vingt pays méditerranéens sont attendus au mois de novembre prochain à Ghardaïa pour un forum sur l'apiculture qui portera sur la protection de l'abeille autochtone et la valorisation des produits de la ruche.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - La Fédération algérienne des associations des apiculteurs a tenu hier au siège de l'Institut national de recherche en agronomie (INRA), à El Harrach, sa sixième séance de travail, en perspective de la préparation de la 6^e édition du Forum méditerranéen de l'apiculture qui se déroulera du 26 au 30 novembre 2012 à Ghardaïa avec la présence d'une vingtaine de pays des deux rives du bassin méditerranéen. L'événement sera parrainé par les ministères de l'Agriculture, du Tourisme, de la Culture, de l'Environnement et du Commerce.

L'ordre du jour de la rencontre a principalement porté sur l'évolution des démarches effectuées par les trois commissions organisationnelle, scientifique et de communication. Un débat a suivi la réunion et qui a permis de dégager plusieurs axes sur lesquels l'apiculture algérienne et notamment méditerranéenne pourra s'appuyer pour son développement. Le forum sera organisé autour de deux axes, à savoir la protection de l'abeille autochtone (conservation de race, multiplication des souches résistantes aux maladies etc.), ainsi que la valorisation des produits de la ruche (labellisation, commerce équitable, produits bio, etc.). Interrogé, le D^r Mahmoud Lekhal, président de la Fédération algérienne des

associations des apiculteurs, qui est notamment vice-président de la Fédération des apiculteurs du bassin méditerranéen, pense que ce forum permettra à l'apiculture méditerranéenne de dégager une ligne de conduite

commune pour protéger son marché et sa production locale des importations de produits de miels non conformes et parfois nocifs. D'où, espère-t-il, le dégagement d'un projet qui aboutira à la labellisation des miels algériens et leur identification. Le D^r Mahmoud Lekhal pense également que cette rencontre méditerranéenne permettra aux chercheurs scientifiques du domaine de se mesurer par rapport aux

recherches réalisées ailleurs, avec un échange d'expérience et pourquoi pas, suggère-t-il, aller vers des cycles de formation à l'étranger, notamment pour les apiculteurs algériens. Enfin, Le D^r Lekhal a souligné que cette rencontre aura aussi une dimension touristique et culturelle qui fera découvrir aux autres pays méditerranéens les atouts de l'Algérie sur plusieurs aspects.

M. M.

COOPÉRATION ALGÉRO-MALASIENNE

Les échanges en matière de TIC s'intensifient

L'Algérie devrait profiter de l'avancée technologique et de l'expérience de la Malaisie en matière de technologies de l'information et de la communication. A cet effet, une commission mixte algéro-malaisienne s'est réunie hier au siège du ministère de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Les relations en matière de technologies de l'information et de la communication (TIC) sont en voie d'être renforcées entre l'Algérie et la Malaisie. En visite en Algérie, la secrétaire adjointe du ministère malaisien de la Science, de la Technologie et de l'Innovation, M^{me} Khadijah Benti Yusoff, a déclaré qu'il s'agissait de renforcer les échanges pour ce qui est des cyberparcs, de la cybersécurité et du e-gouvernement.

Les membres de la délégation malaisienne ont expliqué qu'il s'agissait surtout de l'échange d'expérience en matière de cybersécurité. La Malaisie est leader en la matière et

est membre fondateur de l'OCI-CERT (Computer Emergency Response Team), une organisation spécialisée dans le domaine de la cyber-sécurité. La ministre malaisienne a ainsi déclaré que son pays souhaitait que l'Algérie adhère à l'OCI-CERT. Il s'agit aussi de «relancer» la convention algéro-malaisienne relative aux TIC, signée en Algérie en 2003, selon les membres de la commission mixte qui siègeait hier. Pour sa part, le secrétaire général du ministère de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication a déclaré que l'Algérie projetait d'adhérer à l'instance internationale spécialisée dans la cybersécurité en vue

d'accompagner le développement des technologies de l'information et de la communication. L'Algérie étant déjà membre de l'Union internationale des télécommunications. Selon les responsables, les pays membres pourront profiter et partager leurs expériences mutuelles dans le domaine de la lutte contre la cybercriminalité. Le secrétaire général du ministère de la Poste et des TIC a, par ailleurs, rappelé l'avancée technologique importante de la Malaisie dans les TIC et dont l'Algérie pourrait bénéficier. La délégation malaisienne est notamment composée du président du Conseil d'affaires algéro-malaisien, ainsi que des représentants d'institutions de ce pays.

Le taux de pénétration de la téléphonie mobile en Malaisie a atteint les 100%, soit 28 millions d'abonnés.

F.-Z. B.

CROISSANCE ÉCONOMIQUE CES 10 DERNIÈRES ANNÉES

Hamiani dénonce les exorbitantes dépenses publiques

Intervenant lors des débats ayant accompagné cette conférence de presse de présentation du 12^e Sipsa, le président du FCE a tenu à faire le plaidoyer d'une nouvelle donne pour la croissance économique du pays, dont il regrettera le fait qu'elle soit basée essentiellement sur les dépenses publiques ces dix dernières années.

«Nous ne disons pas que c'est mauvais mais nous pensons qu'il est temps de passer à une autre étape, celle d'une production purement locale.»

D'où, poursuivra-t-il, le pacte de 50 propositions à même d'inverser la donne, avec une première réunion prévue le 25 du mois courant des acteurs du médicament. Ces derniers, affirmera encore M. Hamiani, sont capables de produire jusqu'à 73% des besoins en médicaments de forme sèche.

Des conclaves du même genre regrouperont tous les 15 jours des intervenants de divers secteurs d'activités, dira-t-il, faisant part d'une campagne de sensibilisation pour consommer national. «Il n'est pas normal d'importer des produits qu'on peut produire localement, soutenant que les vertus prêtées aux produits importés sont des leures.»

M. Hamiani dénoncera aussi la démarche purement sociale des pouvoirs publics quant au soutien de quatre produits de large consommation.

Pour le patron du FCE, c'est une démarche «moralement inadmissible puisque profitant aussi bien aux pauvres qu'aux riches et économiquement inefficace car profitant aux réseaux de la contrebande qui fait que ces produits sont frauduleusement acheminés en dehors de nos frontières».

L'orateur invitera les pouvoirs publics à «se casser davantage la tête pour soutenir les franges vulnérables de la société».

Le président du FCE a plaidé pour une meilleure organisation du circuit de distribution des produits alimentaires, saluant, dans ce sillage, la création prévue d'une cinquantaine de marchés de gros à travers le territoire national.

Cependant, M. Rédha Hamiani a tenu à relever la responsabilité de chacun des intervenants, d'où, dira-t-il, «ces emballages par moments».

M. K.